

OTC

Journée de l'Arménie et de l'Artsakh



Cette 6^e édition, très attendue, sera parrainée par Charles Villeneuve, journaliste, chroniqueur, producteur et écrivain français d'origine arménienne

La manifestation sera consacrée à la découverte de la culture arménienne. Plus d'une vingtaine de structures, associations, artistes, artisans franco-arméniens seront réunies dans le but commun de présenter leurs activités, les nombreuses actions de solidarité menées par les bénévoles, les produits artisanaux d'Arménie ou créations artistiques inspirées par ce pays : livres, bijoux, vitraux, cartes brodées, lampes, miel, vins ou poteries.

Une occasion de réunir une nouvelle fois l'importante communauté arménienne

de Clamart et l'ensemble des Clamartois pour ce partage d'expérience, d'histoire tournée à la fois vers les traditions et vers l'avenir d'un pays qui traverse une période terrible depuis un an (entre pandémie, guerre en Artsakh, crise politique, incertitudes) mais dont le courage et l'attachement à leur pays et à la francophonie ne faiblissent pas, un pays qui brille aussi par sa modernité en étant à la pointe des nouvelles technologies et de la robotique (à découvrir sur le stand de TUMO).

Renseignements : 0620487918

Source **[Armenpole](#)**

[Journée de l'Arménie et de l'Artsakh \(armenopole.com\)](http://armenopole.com)

Notons aussi que l'Organisation Terre et Culture sera présente avec un stand le 2 octobre 2021 et présentera une exposition de photographies sur l'Artsakh à la médiathèque La Buanderie - Place Ferrari à Clamart du mardi 28 septembre au 2 octobre 2021.

2.Les Nouvelles d'Arménie

14 septembre 2021

[Les Etats-Unis insistent sur le fait que le problème du Karabagh n'est pas \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Les Etats-Unis insistent sur le fait que le problème du Karabagh n'est pas réglé

Contredisant les déclarations triomphalistes de l'Azerbaïdjan et de son principal allié, la Turquie, qui estiment que la guerre qu'ils ont déclenchée le 27 septembre 2020 contre les Arméniens du Karabagh et qu'ils ont remportée, après 44 jours de combats meurtriers auxquels un cessez-le-feu négocié le 9 novembre 2020 par la Russie, a mis un terme, a réglé une fois pour toute la question du Karabagh, les

Etats-Unis ont rappelé qu'un règlement durable du conflit restait suspendu à la définition d'un statut du territoire contesté arménien. Pour l'Azerbaïdjan, comme pour la Turquie, des négociations en ce sens, dans le cadre du Groupe de Minsk de l'OSCE coprésidé par les Etats-Unis, la Russie et la France, qui œuvrent depuis 29 ans à la recherche d'une solution au conflit, ne sont plus à l'ordre du jour : l'Arménie n'a plus qu'à se soumettre aux nouvelles réalités imposées par sa défaite et à reconnaître l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan, soit renoncer au Karabagh arménien, conditions de cette normalisation et coopération regionales que prônent le président turc Erdogan, avec lequel le premier ministre arménien Nikol Pachinian, encouragé par son allié russe, se dit prêt à dialoguer. Alors que la Russie, alliée pourtant de l'Arménie, tend à reléguer à l'arrière-plan cette question, toujours en suspens, du statut du Karabagh, dont une force de paix de quelque 3 000 soldats russes garantit la sécurité en vertu des termes de l'accord de cessez-le-feu de novembre 2020, en mettant plus volontiers l'accent sur la réouverture des axes de transport et de communication entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, et la Turquie, les Etats-Unis ont jugé utile de souligner leur engagement dans le processus de médiation international théoriquement en cours, que la Turquie, leur allié au sein de l'Otan, souhaite remplacer par une "plate-forme" constituée des pays de la région.

Interrogée par les journalistes sur une reprise des négociations arméno-azéries dans le cadre du Groupe de Minsk de l'OSCE, l'ambassadeure des Etats-Unis en Arménie Lynne Tracy a souligné que les Etats-Unis, en qualité de pays coprésidant le Groupe de Minsk, font leur "possible pour que les parties reviennent à la table des négociations sous les auspices du Groupe de Minsk, car nous pensons que les questions très fondamentales de paix et de sécurité requièrent des négociations et de la diplomatie", dans une déclaration rapportée samedi 11 septembre par Armenpress. "Le Secrétaire d'Etat Blinken a exprimé très clairement notre engagement dans ce processus à différentes occasions. Il s'agit d'un contexte évidemment tendu. Trente années de guerre et de tensions ne vont pas se régler du jour au lendemain. Mais nous comprenons que certaines questions fondamentales exigent d'être soulevées, dont l'une, comme je l'ai signalé auparavant, est que nous ne considérons pas le statut du Haut-Karabagh comme réglé. Et nous continuerons à l'inscrire à l'agenda du Groupe de Minsk", a déclaré M^{me} Tracy, reiterant cette exigence du règlement du statut du Karabagh qu'elle avait déjà formulée lors d'une visite en août dans la province méridionale du Syounik, directement menacée par les forces azéries, cette fois devant la

presse réunie à l'occasion d'une cérémonie à Erevan dédiée au 20^e anniversaire des attentats du 11 septembre. Or il se trouve que cet anniversaire coïncide avec la retraite précipitée des Américains et de leurs alliés occidentaux d'Afghanistan, repassé sous le contrôle de ces talibans que les forces de la coalition occidentale avaient chassés de Kaboul 20 ans avant pour leur complicité dans ces attentats. Cet abandon de l'Afghanistan aux mains des islamistes afghans par les Etats-Unis a largement entamé la confiance, déjà ébranlée par le lâchage des Kurdes de Syrie en 1918, des alliés les plus proches de la première puissance mondiale, qui doutent désormais de sa capacité à assurer leur protection. Si l'engagement réaffirmé des Américains à ne pas oublier la question du Karabagh peut apporter quelque réconfort aux Arméniens, quelques mois après la déclaration historique du président américain Joe Biden par lequel il reconnaissait le génocide des Arméniens de l'Empire ottoman de 1915, Erevan est en droit d'évaluer avec prudence le soutien de Washington, qui semble avoir pris acte de l'arbitrage russe, et aussi turc, dans la région du Sud-Caucase.

3.Les Nouvelles d'Arménie

12 septembre 2021

[La police azerbaïdjanaise met en place un poste de contrôle sur l'autoroute \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

La police azerbaïdjanaise met en place un poste de contrôle sur l'autoroute Goris-Kapan

Les forces de police azerbaïdjanaises auraient installé un poste de contrôle sur l'autoroute Goris-Kapan dans la province arménienne de Syunik, une semaine après avoir bloqué la route de transit, exacerbant les tensions le long de la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Bien qu'aucune déclaration officielle n'ait été faite au sujet du point de contrôle,

Anush Mirzoyan a publié une photo sur les réseaux sociaux, déplorant que « Peut-être que nous aurons bientôt besoin de la permission de l'Azerbaïdjan pour aller de Kapan à Goris », a rapporté Yerkir Media.

Le 25 août, les forces azerbaïdjanaises ont bloqué l'autoroute Kapan-Goris le long de la section Karmrakar-Shurnukh de la route, tandis qu'un jour plus tard, le blocus s'étendait à la portion Goris-Vorotan. Non seulement le trafic quotidien a été affecté par le blocus, mais les véhicules de fret voyageant d'Iran à Erevan ont été contraints soit d'annuler leur transport, soit de rechercher d'autres itinéraires, retardant les livraisons.

Le 27 août, la portion Goris-Shurnush-Kapan de l'autoroute a été ouverte, tandis que des barricades en ciment ont été placées sur les tronçons Vorotan et Nor Arajadzor pour ralentir la circulation. Ce dernier poste est désormais sous la supervision des gardes-frontières russes.

4.Les Nouvelles d'Arménie

14 septembre 2021

[Des camions iraniens entrant en Arménie sont stoppés par l'Azerbaïdjan - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Des camions iraniens entrant en Arménie sont stoppés par l'Azerbaïdjan

Les forces azerbaïdjanaises ont mis en place un poste de contrôle afin d'arrêter et, semble-t-il, taxer les camions commerciaux iraniens qui empruntent une route stratégique traversant les zones de la province arménienne de Syunik, dans le sud-est du pays, qui ont été cédées à l'Azerbaïdjan après la guerre de l'année dernière.

Le Premier ministre Nikol Pashinian a ordonné aux unités de l'armée arménienne et aux milices locales de se retirer de ces zones un mois après qu'un cessez-le-feu

négocié par la Russie ait mis fin à la guerre de six semaines pour le Haut-Karabakh en novembre dernier. M. Pashinian a déclaré que ces zones étaient situées du côté azerbaïdjanais de la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan datant de l'ère soviétique, qui n'a jamais été délimitée en raison du conflit du Karabakh.

L'ordre, vivement condamné par l'opposition arménienne et les représentants du gouvernement local, a laissé aux forces azerbaïdjanaises le contrôle d'un tronçon de 21 kilomètres de la route principale reliant Kapan, la capitale de Syunik, à Goris, une autre ville de la province.

Cette route, dont certaines parties sont désormais patrouillées par des soldats et des gardes-frontières russes, reste la seule voie de communication de l'Arménie avec l'Iran. En décembre, M. Pashinian et d'autres responsables gouvernementaux ont assuré aux critiques que les Arméniens et les étrangers continueraient à traverser sans restriction la section contrôlée par l'Azerbaïdjan.

Le Service national de sécurité arménien (NSS) a indiqué dimanche que les unités de police azerbaïdjanaises déployées dans le pays ont commencé à arrêter les camions iraniens pour vérifier les documents de leurs conducteurs et leurs cargaisons. Il a ajouté que les gardes-frontières arméniens et russes s'efforcent désormais conjointement de « résoudre la situation ».

Vahe Hakobian, un haut parlementaire de l'opposition et ancien gouverneur de Syunik, a déclaré lundi que les officiers azerbaïdjanais collectent également des paiements auprès des conducteurs iraniens.

Un chauffeur, arrivé à Erevan la semaine dernière, s'est fait l'écho de cette affirmation, citant des collègues camionneurs bloqués à Syunik. « Ils disent que les Azerbaïdjanais demandent 120 dollars à chaque camion pour utiliser la route », a-t-il déclaré au service arménien de RFE/RL.

Un autre Iranien, qui n'a pas non plus souhaité donner son nom, a déclaré que des officiers azerbaïdjanais l'avaient arrêté sur la route Goris-Kapan pour lui extorquer du carburant diesel quelques jours avant d'installer leur poste de contrôle. « Le plus intéressant est que les Azerbaïdjanais se sont fait passer pour des Arméniens », a-t-il déclaré.

Les autorités azerbaïdjanaises ont effectivement confirmé plus tard dans la journée de lundi qu'elles avaient commencé à taxer les camions iraniens empruntant cette route montagneuse. Le Comité national des douanes de Bakou a déclaré qu'il appliquait une loi azerbaïdjanaise qui l'oblige à percevoir des droits de route et de transit auprès de tous les véhicules étrangers entrant dans le pays. Dans ce qui pourrait être un développement connexe, le ministère azerbaïdjanais

de la défense a déclaré dimanche qu'il avait envoyé une lettre à l'armée russe lui demandant d'empêcher les véhicules d'« autres pays » de traverser illégalement « le territoire azerbaïdjanais où les forces russes de maintien de la paix sont temporairement déployées ».

Plus tôt cette année, Bakou a condamné les camions iraniens qui transportaient des marchandises vers et depuis le Karabakh sans son autorisation.

Lundi soir, le gouvernement arménien n'a pas réagi publiquement aux derniers développements. Le NSS n'a pas non plus publié de mises à jour sur ses prétendus contacts avec la partie azerbaïdjanaise.

Pendant ce temps, Hakobian et d'autres législateurs représentant la principale alliance d'opposition Hayastan ont demandé une session d'urgence du parlement arménien sur les actions de l'Azerbaïdjan qu'ils considèrent comme une nouvelle menace grave pour la sécurité de l'Arménie.

Artsvik Minasian (Hayastan) a déclaré que les responsables du gouvernement devraient s'adresser aux députés du Parlement et répondre à leurs questions « afin que nous ayons une idée claire de ce qui se passe là-bas ».

« Je vois aussi un problème économique (...) qui n'est pas moins important », a déclaré pour sa part Hakobian. « Comme vous le savez, plus de 40 % du chiffre d'affaires de nos marchandises [avec le monde extérieur] s'effectue par l'Iran. »

Le président pro-gouvernemental du parlement, Alen Simonian, a promis d'envisager l'organisation d'une telle discussion.

L'Azerbaïdjan a déjà bloqué la section de la route Goris-Kapan qu'il contrôle à la fin du mois dernier et l'a maintenue fermée pendant deux jours, invoquant l'agression à l'arme blanche dont aurait été victime l'un de ses soldats. La circulation sur cette route a repris après des discussions impliquant les commandants militaires russes sur le terrain.

L'ambassade d'Iran à Erevan s'est dite préoccupée par le blocage qui a perturbé le trafic de marchandises entre l'Arménie et l'Iran. Elle a exprimé l'espoir que le gouvernement arménien accélère les travaux sur les « routes alternatives » pour le commerce irano-arménien.

Le gouvernement finance la reconstruction en cours d'une route alternative de Syunik contournant les zones frontalières.

5.Les Nouvelles d'Arménie

14 septembre 2021

Une séance à huis clos se tiendra à l'Assemblée nationale d'Arménie sur la situation sur la route Goris-Kapan

Une séance à huis clos se tiendra à l'Assemblée nationale d'Arménie se tiendra pour évoquer la situation sur la route Goris-Kapan où les forces azéries ont placé des points de contrôle sur le territoire de l'Arménie.

Le député Artsvik Minasyan du groupe parlementaire « *Hayastan* » a affirmé qu'il peut y avoir des éléments de secret d'État dans la discussion, son groupe politique se déclarant prêt pour une discussion fermée.

« Le principal problème est que nous pouvons résoudre ces défis auxquels le pays est confronté. Il y a du travail à faire dans tous les sens. L'exemple le plus simple est qu'aujourd'hui la souveraineté de la République d'Arménie a été violée. En fait, nous avons perdu notre souveraineté dans cette zone, l'intégrité territoriale a été violée, une procédure pénale aurait dû être engagée sur cette question. Nous attendons du procureur général qu'il réponde à toutes les questions » a déclaré Artsvik Minasyan. Ce dernier a ajouté que le ministère des Affaires étrangères devrait être informé si le travail nécessaire est effectué avec la partie iranienne ou non, ou quels processus sont menés avec les organisations internationales.

Selon un communiqué publié par le Service de sécurité nationale d'Arménie, dans la section du village d'Eyvazli en zone occupée par l'Azerbaïdjan, près du village de Vorotan sur la route nationale arménienne reliant Goris à Kapan dans la région de Syunik, la police azérie contrôle depuis le 12 septembre à 12 heures, les chauffeurs de camions et les documents de fret avec des plaques d'immatriculation iraniennes.

6. Les Nouvelles d'Arménie

14 septembre 2021

Un centre de commandement turc à Bakou

L'armée turque a établi un centre de commandement pour ses forces spéciales à Bakou, a rapporté le site d'informations Ermenihaber vendredi 10 septembre, citant des sources azerbaïdjanaises, donnant ainsi corps à l'accord de défense turco-azéri annoncé le 15 juin par le président turc Erdogan et son ami et homologue azéri Ilham Aliev à Shoushi, ville emblématique du Haut-Karabagh que les forces azéries ont reprise aux Arméniens le 9 novembre 2020 après six semaines d'une guerre remportée avec le soutien actif de l'armée turque. Les media azerbaïdjanais, citant l'expert militaire Ataliat Verdiyev, ont indiqué que quatre généraux des forces armées de Turquie auraient été affectés à ce centre de commandement de Bakou, au sujet duquel le ministère azerbaïdjanais de la défense a préféré ne pas communiquer. Ce nouvel élément de l'alliance militaire azéro-turque a été mis en place une semaine après les exercices militaires organisés par les deux pays voisins et alliés dans les territoires repris aux Arméniens du Karabagh à la faveur de la dernière guerre, plus précisément la région de Kashatagh, aux abords de ce fameux corridor de Latchine, cordon ombilical reliant la province méridionale arménienne de Syounik à ce qui reste du Haut Karabagh arménien, placé depuis l'accord de cessez-le-feu arméno-azéro-russe du 9 novembre 2020 sous la protection de la force de paix russe. Ces exercices militaires, qui ont mobilisé des armements lourds et utilisé des munitions armées, visaient à évaluer la combativité des deux armées alliées, selon le ministère azéri de la défense. Ces exercices militaires, organisés à portée de canon des zones peuplées de civils de l'Artsakh et des régions frontalières arméniennes, s'inscrivaient, précisait-il dans le cadre de l'accord de coopération militaire signé entre Ankara et Bakou à Shoushi en juin. Le ministère arménien des affaires étrangères a condamné ces exercices, estimant que l'Azerbaïdjan et la Turquie déstabilisaient les efforts en vue de restaurer la paix et la sécurité dans la région. Au début de l'année, la Turquie avait ouvert une base militaire à Aghdam, autre territoire repris aux Arméniens, avec le consentement de la Russie, dans le cadre des efforts communs des deux pays d'assurer le suivi du régime du cessez-le-feu, cette base militaire de taille modeste, ayant vocation à gérer les opérations de maintien de la paix dans la région. Mais il est peu probable qu'une intégration militaire plus poussée de l'Azerbaïdjan et de la

Turquie soit appréciée de la Russie, qui tente d'endiguer l'influence de la Turquie dans la région. La Russie est aussi en droit de s'inquiéter du lancement d'autres exercices militaires à Bakou, impliquant cette fois, outre les forces azéries et turques, celles du Pakistan qui, encouragé par la victoire de ses protégés talibans à Kaboul, renforce ses alliances dans la région.

7.Les Nouvelles d'Arménie

13 septembre 2021

[Mevlut Cavusoglu, le ministre turc des Affaires étrangères affirme qu'Ankara \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Mevlut Cavusoglu, le ministre turc des Affaires étrangères affirme qu'Ankara et Erévan veulent normaliser les relations mais accuse l'Arménie de garder un œil sur les « territoires des pays voisins »

Lors d'une réunion dans la province Eskishehir, avec des organisations turques non gouvernementales, le ministre turc des Affaires étrangères Mevlut Cavusoglu a évoqué les questions liées à l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Information du site turc haberler.com.

Notant que la force est utilisée lorsqu'il n'est pas possible de trouver une solution par la diplomatie, le chef de la diplomatie turque a cité en exemple les actions de la Turquie en Syrie, en Libye et en Méditerranée orientale. Poursuivant la série d'exemples, il a évoqué les pas de l'Azerbaïdjan dans le Caucase.

« L’Azerbaïdjan a attendu 30 ans, il n’y avait pas de solution diplomatique. La Troïka de Minsk ou le grand groupe de Minsk dont nous sommes membres n’ont pas agi. Que s’est-il passé ? En peu de temps, en 43 jours, notre frère l’Azerbaïdjan a repris ses terres. Maintenant, il y a une opportunité pour la diplomatie » a déclaré Mevlut Cavusoglu. Il a précisé qu’il est nécessaire de transformer les messages positifs envoyés par l’Arménie et la Turquie par des actes.

« Nous donnons des messages positifs, certains messages positifs viennent d’Arménie, mais ces messages positifs ne doivent pas être que des mots » a ajouté M. Cavusoglu.

Mais aussitôt en poursuivant son discours, le ministre turc des Affaires étrangères a accusé l’Arménie de « garder un œil » sur les territoires des pays voisins.

« Si l’Arménie apprend de ce qui s’est passé, elle doit comprendre qu’elle n’obtiendra rien en envahissant les terres d’un pays voisin ou en fermant les yeux sur les terres de ses voisins » a-t-il déclaré.

Il a également évoqué l’accord de paix proposé par l’Azerbaïdjan.

« L’Azerbaïdjan a également proposé de négocier un accord de paix global. Les élections sont terminées, le gouvernement a été formé, et j’espère que l’Arménie donnera une réponse positive » a conclu le ministre turc des Affaires étrangères.

Krikor Amirzayan

8.Les Nouvelles d’Arménie

14 septembre 2021

Pas encore de négociations entre l’Arménie et la Turquie sur une normalisation, rassure la

diplomatie arménienne

Après les déclarations fracassantes du premier ministre arménien Nikol Pachinian, qui évoquait le 27 août, puis le 8 septembre, avec les encouragements de la Russie cette fois, l'éventualité d'une normalisation des relations arméno-turques, sur la base de « signaux positifs » en ce sens qu'aurait envoyés le président turc Erdogan, le ministère arménien des affaires étrangères a tenu à recadrer le tir, et calmer du même coup le jeu sur une scène politique arménienne déjà très tendue, que ces propos avaient porté à ébullition. Il a ainsi fait savoir qu'il n'y avait pas à ce jour de négociations entre l'Arménie et la Turquie sur une éventuelle normalisation, une mise au point qui vient confirmer les commentaires de certains des proches de Pachinian qui, tout en saluant eux aussi les « signaux positifs » d'Ankara, avaient fait savoir qu'on en était qu'au stade des « messages publics indirects » entre les deux pays.

Les proches de Pachinian avaient pourtant provoqué la colère de l'opposition en affirmant que les déclarations à la presse d'Erdogan ne renfermaient « aucune précondition qui soit inacceptable à la partie arménienne », alors même qu'Erdogan appuyait clairement l'exigence formulée par Bakou d'une reconnaissance arménienne de l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan, et donc de l'abandon par Erevan du Karabagh arménien, comme condition d'une normalisation et d'une coopération régionales. Pourtant, Pachinian estimait encourageants les propos d'Erdogan une nouvelle fois le 8 septembre, en affirmant que l'Arménie était prête à fournir des « efforts pragmatiques » en vue d'un dialogue avec Ankara. “A ce stade, il n'y a pas de négociations au sujet de la normalisation des relations entre les deux pays”, précise le ministère arménien des affaires étrangères dans une déclaration écrite rapportée par le service arménien de RFE/RL, en ajoutant que les contacts entre diplomates arméniens et turcs actuellement “ se limitent à leur participation à des discussions multilatérales sur différentes questions inscrites à l'agenda international”. La déclaration pour le moins laconique du ministère évite d'évoquer l'éventualité de négociations turco-arméniennes dans les semaines ou les mois à venir.

9. Les Nouvelles d'Arménie

13 septembre 2021

Le Premier ministre arménien Nikol Pachinian a reçu le Représentant spécial de l'Union européenne

Le Premier ministre arménien Nikol Pachinian a reçu Toivo Klaar, Représentant spécial de l'UE pour le Sud-Caucase à la tête d'une délégation a indiqué le bureau de presse du Premier ministre.

Appréciant le dynamisme du partenariat entre l'Arménie et l'UE, le Premier ministre arménien a souligné l'importance des visites du Président du Conseil européen et du Commissaire chargé de la politique de voisinage et de l'élargissement dans notre pays au mois de juillet de cette année. Il a fait remarquer que le gouvernement travaille actuellement à la finalisation des priorités du paquet financier de 2,6 milliards d'euros accordée à l'Arménie par l'UE sur la base des résultats de ces visites.

Toivo Klaar a réaffirmé l'engagement politique de l'UE de continuer à fournir une assistance à l'Arménie dans ses directions prioritaires.

Les interlocuteurs ont discuté des questions à l'ordre du jour du partenariat Arménie-UE. Les parties ont évoqué les perspectives de développement des liens dans les domaines des infrastructures, du commerce, de l'économie, des affaires et d'autres sphères.

Le Premier ministre arménien et le Représentant spécial de l'UE ont eu un échange de vues sur le règlement du conflit du Haut-Karabagh. Les deux parties ont souligné l'importance de reprendre les pourparlers dans le cadre des coprésidents du groupe de Minsk de l'OSCE. Les parties ont abordé d'autres questions d'importance régionale et ont échangé leurs points de vue sur l'ouverture des communications de transport. Armenprss.

11 septembre 2021

Rassemblement pour la libération des prisonniers de guerre arméniens et pour la reconnaissance de la République du Haut-Karabakh le dimanche 26 septembre 2021 à 15 h devant l'ambassade d'Azerbaïdjan.

Alors que le monde tentait de faire face à la pandémie du coronavirus, une coalition turco-azerbaïdjanaise lançait le 27 septembre 2020 une vaste opération militaire contre la République du Haut-Karabakh, rompant ainsi le processus de négociation. La puissance de feu développée par ces deux Etats leur a permis de faire reculer les forces arméniennes obligées de se défendre à un contre dix, avec des moyens incommensurablement inférieurs à ceux de leurs agresseurs.

Cette offensive menée avec le renfort d'au moins 2000 mercenaires djihadistes a pris la forme d'une opération de nettoyage ethnique, revendiquée comme telle par Ilham Aliev qui a donné l'ordre à ses troupes de « chasser les Arméniens comme des chiens ».

Plus de 4000 jeunes conscrits et civils arméniens ont perdu la vie au cours des combats, qui ont provoqué le départ d'au moins 60 000 réfugiés, l'occupation de nombreux territoires, dont la ville de Chouchi et le district d'Hadroust, ainsi qu'un tiers de l'Oblast du Haut-Karabakh. Le monde entier a été témoin des multiples crimes de guerre auxquels se sont livrés les armées turco-azerbaïdjanaises, leurs bombardements sur Stepanakert, les tortures et les exécutions sommaires pratiquées contre des civils et des militaires dont les images ont été complaisamment diffusées sur internet.

Un an après l'accord de cessez-le-feu, près de 200 prisonniers de guerre continuent d'être illégalement retenus dans des centres de détentions azerbaïdjanaïses, à l'abri des regards, tandis qu'encouragé par ses « victoires » le régime Aliev s'en prend aujourd'hui directement à l'intégrité territoriale de l'Arménie, dont il revendique des régions entières, y compris sa capitale Erevan, et contre lesquelles il multiplie les provocations militaires et les tentatives d'occupation.

Cette situation explosive constitue non seulement une menace pour le droit à l'existence de l'Arménie, cent ans après le génocide, mais aussi un défi aux

valeurs démocratiques et à la légalité internationale, qui ne doit pas laisser la force dicter sa loi aux portes de l'Europe.

Le CCAF appelle à une large mobilisation pour dénoncer ces menées à caractère belliqueux et les risques qu'elles font courir à ce qu'il reste du Haut-Karabakh, à l'Arménie, ainsi qu'à la paix.

Le CCAF demande que la France, coprésidente du Groupe de Minsk de l'OSCE, intensifie ses efforts pour relancer le processus de négociation, seul susceptible de donner un statut à la République d'Artsakh et de prévenir le risque d'un nouvel embrasement.

Le CCAF réaffirme le droit à la sécurité de la République Haut-Karabakh et demande sa reconnaissance conformément aux vœux votés par l'Assemblée Nationale et le Sénat, ainsi que 70 collectivités locales et territoriales, en octobre et novembre 2020.

Dans la foulée de son appel du 15 mars 2021, signé par un large panel de personnalités françaises (élus, intellectuels, artistes*), le CCAF demande la transparence sur le sort des prisonniers de guerre arméniens et leur libération immédiate, conformément aux engagements pris par l'Azerbaïdjan dans l'accord du cessez-le-feu du 9 novembre 2020.

Le CCAF et les organisations cosignataires appellent à un grand rassemblement le 26 septembre à 15 h devant l'ambassade d'Azerbaïdjan à Paris, angle avenue d'Iena-rue Auguste Vaquerie, ainsi qu'à des manifestations à Marseille et à Lyon devant les consulats d'Azerbaïdjan et de Turquie.

11.Les Nouvelles d'Arménie

8 septembre 2021

[Le documentaire attendu aux Etats-Unis - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](http://armenews.com)

Le documentaire attendu aux Etats-Unis

45 Days : The Fight For A Nation va être projeté pour la première fois le 16 septembre à Hollywood, au célèbre Chinese Theater avant de faire le tour des Etats-Unis et d'arriver en Europe.

Ce documentaire très fort qui montre le côté humain de cette guerre est réalisé par le britannique Emile Ghessen, documentariste indépendant, réalisateur et... ancien commando des Royal Marines.

[Official Trailer: 45Days - The Fight For A Nation - YouTube](#)

12.France Musique

13 septembre 2021

En passant par l'Arménie

Avec Arno Babadjanian, Bach, Komitas, Khachaturian, Eugenie Alecian...

Pour écouter la musique veuillez cliquer sur le lien ci-dessous

[En passant par l'Arménie \(francemusique.fr\)](#)

13.Hetq

10 septembre 2021

L'Ambassadeur de France en Arménie Jonathan Lacôte a accordé une interview d'adieu à [Hetq](#) :

[Ժոնաթան Լաքոտի մաղթանքը հայերին. «Պետք է հույսը ձեզ վրա դնեք](#)

[ԵԼ պահպանեք ազգային միասնությունը» \(hetq.am\)](http://hetq.am)